

Monsieur l'Orateur, quand il s'agit d'une société de l'envergure de la General Motors, l'utilisation de derniers publics pour le financement de sa production à l'étranger est contestable. Le président de la Banque des exportations et des importations a également déclaré que cet organisme accordait un intérêt particulier aux marchés et aux programmes qui offraient les meilleures perspectives pour l'établissement de nouveaux exportateurs et aidaient les petites entreprises à devenir des exportateurs importants. Et il a enfin déclaré que la Banque examine minutieusement chaque demande de prêt pour voir si elle pourrait avoir un effet défavorable sur l'économie américaine.

En dépit des questions qui lui ont été posées au comité, nous n'avons pu obtenir des assurances analogues du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie). Au fond, nous sommes priés de signer un chèque en blanc pour permettre au ministre et aux administrateurs de décider eux-mêmes comment les fonds seront déboursés. Je trouve que cette façon d'agir est irréflective et j'ose espérer que les députés insisteront afin que le comité permanent des comptes publics et tout autre comité pertinent surveillent constamment cette société.

**M. l'Orateur adjoint:** Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom).

**M. Kaplan:** Question!

**M. Nystrom:** Voulez-vous poser une question?

**M. l'Orateur adjoint:** Le député de York-Centre (M. Kaplan) veut poser une question. Il ne peut le faire qu'avec le consentement du député qui a la parole.

**M. Nystrom:** D'accord.

**M. Kaplan:** Dans ses observations, le député de York-Simcoe (M. Stevens) a dit à deux reprises que la politique actuelle de la société est d'employer ses fonds pour aider les amis libéraux du gouvernement. J'ai assisté à toutes ces audiences comme lui et s'il veut faire une affirmation comme celle-là, je crois qu'il devrait se lever et nommer les amis libéraux du gouvernement qui, selon lui, profitent actuellement de cette politique.

**Des voix:** Bravo!

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Je ne peux certainement pas considérer cela comme une question. Si le député désire prononcer un discours, il peut le faire comme n'importe quel député.

**M. Stevens:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je peux assurer au député que s'il lit mon discours il trouvera les noms qu'il cherche.

● (1450)

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, je tiens à dire quelques mots au cours de ce débat sur le bill C-9. J'aimerais tout d'abord féliciter le député de York-Simcoe (M. Stevens) pour son excellent discours sur la Société pour l'expansion des exportations. Les députés le savent, le bill dont la Chambre est saisie à l'étape de la troisième lecture vise à porter le capital-actions de la Société pour l'expansion des exportations de 125 à 400 millions de dollars, et à faire passer sa capacité de prêts de 1.5 milliard à 7.25 milliards de dollars.

#### *Expansion des exportations*

En période d'inflation, les députés ne s'opposeraient pas à l'adoption d'une mesure comme celle-ci. En effet, en raison de la dévaluation constante du dollar et des mesures inflationnistes imposées à l'économie mondiale, notre commerce d'exportation connaît de réelles difficultés. Si notre balance commerciale est déficitaire, c'est surtout en raison de l'affaiblissement économique de nos principaux partenaires commerciaux, soit le États-Unis, le Japon et les pays de la Communauté économique européenne, et de ce que le produit national brut de nos autres partenaires commerciaux ne s'est pas accru aussi rapidement que par le passé. Normalement, les députés sont bien disposés à adopter rapidement une mesure comme celle-ci.

Presque tous les pays commerçants du monde ont créé une société comme la Société pour l'expansion des exportations, sous un nom différent peut-être. Je puis vous garantir que si mon parti ou le parti conservateur était chargé de gouverner le pays, nous présenterions une mesure analogue à celle-ci, car la Société est nécessaire pour aider les exportateurs canadiens et pour aider les pays en voie de développement à acheter les biens et les marchandises qui leur permettront de relever leur niveau de vie.

Mais nous devons poser quelques questions sur la Société. Ses activités compléteront-elles notre politique étrangère? Seront-elles conformes à cette dernière? Je compte poser des questions à ce sujet. Comme le député de York-Simcoe l'a dit maintes fois et comme je l'ai déjà répété, la plupart des prêts sont accordés aux grandes sociétés. A la lecture des rapports annuels de la Société, je constate que peu de prêts sont accordés aux petits exportateurs, comme ceux que l'on peut trouver dans ma circonscription et dans bien d'autres. En substance, la Société prête de l'argent aux très grandes sociétés du pays dont beaucoup sont d'appartenance étrangère. Ainsi, pourquoi la Société prête-t-elle de l'argent à des géants comme INCO ou Brascan? Le président du Conseil privé (M. Sharp) est au courant de cela. Cette dernière entreprise, qui fait affaires au Brésil, a reçu de l'aide. La société a fourni de l'aide à l'INCO au Guatemala. Pourquoi l'INCO aurait-elle besoin de l'assistance de la Société pour l'expansion des exportations? Je pense que des entreprises de cette importance peuvent produire elles-mêmes leurs fonds ou emprunter des investisseurs privés. Je pense aussi que la Société devrait aider le petit exportateur ou la petite entreprise, qui peut être une société coopérative ou la propriété d'un gouvernement provincial. Il faudrait aider ces petites entreprises à exporter leurs produits. Cela créerait de l'emploi dans les localités où elles sont établies.

Je suis mécontent de la façon dont une si grande part des fonds de la Société ont été mis à la disposition de vastes entreprises multinationales à direction étrangère. Il est temps que notre gouvernement se comporte en gouvernement souverain et s'attaque à la situation économique de ces vastes sociétés, qui se préoccupent de leurs propres priorités et non des nôtres. Ces sociétés sont bien assez puissantes. Intégrées verticalement, elles fonctionnent dans le monde entier, selon des principes transnationaux, et n'ont pas besoin de l'aide de la SEE. La Société devrait aider la petite entreprise à faire concurrence aux géants. Je vous assure, monsieur l'Orateur, que la suppression de cette aide ne serait pas bien douloureuse pour les sociétés Ford, INCO, Brascan et d'autres de même calibre.